

COMMUNIQUE DE PRESSE

**INTERVENTION DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE :  
LES FONCTIONNAIRES CIBLES ET LAISSES POUR COMPTE !**

Lors de son intervention télévisée, le Président de la République a une fois de plus mis en avant, pour expliquer le déficit de notre pays, le montant selon lui trop élevé de la dépense publique, en ciblant plus particulièrement le coût des fonctionnaires.

Tout en insistant sur la qualité et l'engagement des agents du service public, il a réitéré sa promesse de campagne de ne pas remplacer un fonctionnaire sur deux partant en retraite. Or, la **FGAF** observe avec d'autres que le service public manque cruellement de moyens humains et que cette situation contribue à sa dégradation.

Par ailleurs, évoquer la disparition prochaine d'un échelon administratif pour compenser la suppression de la taxe professionnelle en 2010, c'est peu ou prou condamner au chômage des milliers de fonctionnaires territoriaux.

De plus, l'obstination persistante du Président de la République de mener à bien, coûte que coûte, des réformes comme celle du lycée ou du statut des enseignants-chercheurs, qui mécontentent la quasi totalité des personnels, dénote un entêtement révélateur d'une conception autoritaire du dialogue social.

La **FGAF** attendait du Président de la République une pause dans les réformes qui, si elles peuvent paraître nécessaires, doivent pour le moins faire l'objet d'une confrontation et d'un débat dans le cadre d'un dialogue social redynamisé. De la même manière, la **FGAF** attendait du Président de la République qu'il donne le départ pour l'ouverture de négociations salariales pour l'ensemble des agents de la fonction publique.

**La FGAF tient donc à marquer sa déception par rapport à l'absence de propositions concrètes visant à améliorer le sort des agents de la fonction publique.**

La **FGAF** se réjouit néanmoins de l'annonce d'une possible augmentation des allocations familiales ou de l'éventuelle suppression de la première tranche de l'impôt sur le revenu. Néanmoins, ces propositions ne suffiront en aucun cas, à elles-seules, à enrayer la paupérisation croissante des agents publics.

C'est pourquoi la Fédération Générale Autonome des Fonctionnaires (**FGAF**) exige une reprise du dialogue social dans la fonction publique et compte bien participer à la rencontre prévue avec le Président le 18 février prochain.

\* \*  
\*

**Contact FGAF :** 01 42 80 00 55

**Secrétaire général :** Antoine BREINING : 06 08 93 86 87

**Responsables communication :** François PORTZER : 06 13 05 52 42

Marilyne BUREAU : 06 64 19 85 80